

La TRIBUNE du PROGRÈS

Bulletin de liaison de la Société d'Encouragement au Progrès

N°56 Avril—mai—juin 2015

INITIATIVE - RESPONSABILITÉ - PROGRÈS

**C'est n'être bon à rien que n'être bon qu'à soi (Voltaire)
Les devoirs sans les droits, c'est l'esclavagisme
Les droits sans les devoirs c'est l'égoïsme**



SOMMAIRE

- Page 1** Editorial P C-M
- Page 2** Sécurité et Sureté P C-M
- Page 3** Crise?
Vous avez dit Crise?
Daniel Le VEILLARD
- Page 4** Les expositions
Universelles
Olivier MOUSSON
- Page 5** Présentation
Jean-Claude AST
- Page 6** Syndrome d'un cancer
- Page 7** Bureaupathologique ...
François TARD
- Page 8** Notre administrateur
Louis Schweitzer
P. CHANOINE-MARTIEL
Brèves
- Page 9 à 11**
Concours à l'innovation en
Equipements didactiques
Pierre Robert CLAVE
- Page 12**
Renseignements
If ... Si ...

EDITORIAL

Le Conseil d'administration/S.E.P. est constitué d'éléments, d'un certain poids, dotés d'une détermination positive. C'est nécessaire, mais pas suffisant. Il manque des femmes. Il y a 12 ans, il y en eût 2, dont une à 200 km, au cabinet du Préfet, où elle occupa tous les postes, mais n'était toujours pas Sous-préfète. Consolation: elle eût la Légion d'Honneur. Satisfaite, elle quitta la S.E.P.; on ne l'a jamais revue.

Le C.A. était composé de 24 membres lorsque j'ai été élu Président : 22 présents ou représentés, vote secret, unanimité moins une abstention (je n'étais pas candidat). Je pensais que c'était à titre provisoire, il y a 12 ans.

En attendant, nous étions parvenus à 9 femmes, mais 7 estimaient qu'arrivant chez elles (en banlieue, à la périphérie) 20 heures, 21 heures, ce n'était pas confortable (3 avaient subi des agressions verbales), les 7 devinrent « Conseillers ». Pas d'obligation, elles assistaient au Conseil quand elles le pouvaient.

Quand nous serons « complets » (nouveau statuts : 18, nous sommes 12), ensemble, nous considérerons « l'ordre de bataille » sans oublier les leçons de l'HISTOIRE; coupe du monde Brésil: d'excellents joueurs; il manquait « la clef de voute ». 7 fois, le gardien de but alla chercher le ballon au fond de ses filets. Mêmes causes, mêmes problèmes pour l'équipe de France de rugby avec ses quinze joueurs, excellents, on peut faire une équipe. Il faut la former. C'est l'équipe qui gagne.

Alternativement, avec Jacques Soulas, "pilier de la S.E.P.", (malheureusement HS aujourd'hui) nous organisions quelques réunions en attente d'un Président qui nous aurait sorti de l'anonymat, il reste beaucoup à faire.

Qu'est-ce qui tourne rond dans ce qui fut notre beau pays ? J'insiste: tout vient de l'Éducation. Elle peut tout dès la maternelle; en particulier: si tout travail mérite salaire, tout salaire devrait mériter travail. Ce n'est pas la mode.

Si l'esprit «savoir se gêner pour ne pas gêner les autres» était enseigné dès l'école maternelle, chaque citoyen Français penserait qu'il est un des maillons de la chaîne et que son intérêt personnel a pour garant certain, l'intérêt général. Il sortirait de sa position «d'égoïste assisté», pour découvrir les autres et la participation. Revue 55: je souhaitais démarrer l'Edito par «je ne suis pas Charlie». En effet, dès le samedi annonceur des « manif du dimanche », j'ai dit puis ai adressé aux membres du C.A. un mail: Les assassins des 12 journalistes de «Charlie» étaient incontestablement coupables et condamnables. Mais j'accusais «Charlie provocateur». La provocation dont "Charlie" aurait du faire l'économie ne cessera pas et se développera. Quoi faire pour s'opposer aux actions criminelles organisées, préméditées : des «kamikazes» fanatisés (politiques ou religieux), qui sacrifient leur vie pour tuer 100 ou 200 personnes. Alors? Je continue à penser que je n'avais pas tort en souhaitant démarrer avec « je ne suis pas Charlie ». Prêt à mettre la clef sous la porte. Il tire à 7 millions (source officielle). Mais combien de «réveils» depuis, de musulmans fanatisés piqués à vif, stupidement provoqués, dont l'esprit vengeance dépasse la raison.

Pierre Chanoine-Martiel

LA SÉCURITÉ, LA SURETÉ

La **Sécurité** des transports : beaucoup à dire et à écrire. On peut faire mieux, j'ai très bien connu et résolu ce problème (aérien en équipe, la **PARTICIPATION**).

La **Sureté**, les kamikazes difficile de s'en protéger pour les déceler aux frontières.

Pour le centenaire S.E.P. (2008), j'avais conclu "DEBOUT la France, l'EUROPE a BESOIN de TOI" . Le 8 mai = 70 ans. Hier, Nazisme vaincu (reddition sans condition = 4 vainqueurs : U.R.S.S. nombre de tués ?, Grande-Bretagne et U.S.A. : 400000, France : 550000. Aujourd'hui, nous risquons de ne pas avoir tout vu. On pourrait remonter la «chaîne» en amont en surveillant mieux les frontières. Oui, mais depuis 40 ans, la France vit au-dessus de ses moyens et son budget "Défense" est rogné chaque année pour secourir d'autres ministères irréalistes ; plus démagogues que soucieux de l'avenir de la France.

Davantage de policiers et militaires aux frontières, en particulier, ne seraient pas inutiles (les technocrates de Bruxelles en avaient fait des passoires).

Ces problèmes on peut en atténuer les effets directement et indirectement. Simples suggestions: il faut 2 ans d'apprentissage au responsable d'un grand ministère. Elysée: septenat : (3 ans d'apprentissage, 4 ans d'efficacité) (quinquennat 2 ans) .Majorité à 21 ans. D fil s (dans les rues et avenues protégées) autorisés aux seules personnes nanties d'une carte d'électeurs. Service militaire, pas de mixage: 3 mois pendant les vacances universitaires, court, dense, formateur, intelligent. Sports, arts martiaux, virilisant. Histoire de la France. Plus de casernes? Le bivouac (toilette avec l'eau de la rivière à 6 heures du matin), camping. Pour les filles: 2 mois : sports, marches, la maternité, l'histoire de la France, camping : l'esprit d'équipe pour tous et toutes :

Education des mineurs: pas d'incarcération pour délit SOIT : Les parents pourraient assumer la responsabilité : 2 jours avec sursis.

Récidives : sursis transformables. Il y aurait moins de voitures cassées et brûlées à la St. Sylvestre (en moyenne 11 par département), sans raison autre que nuire par plaisir (l'état d'esprit ?).

Apprendre l'hymne national dès la maternelle, si le Français a des droits, il a également des devoirs dont celui de respecter les autres, les lois, les règles, la nature et la priorité quand il est au volant ou au guidon. Ne pas oublier qu'il y a d'excellents musulmans et de mauvais chrétiens et que, si tous les musulmans ne sont pas des kamikazes, tous ou presque tous les kamikazes sont musulmans : pour l'heure ! l'avenir ? Merci aux bons immigrés qui souhaitent s'intégrer (en respectant tous les autres et toutes les lois) et agir pour que tous les Français (quelles que soient la couleur de leur peau et leur religion), se sentent bien, chez eux, en France : A tous de s'adapter et de respecter les autres et les lois.

La dernière AGE a apporté une modification :

18 administrateurs possibles. Nous sommes en déficit côté femmes. 12 : soit 6 à pouvoir.

Partenaires : 3 sont bienvenus :

Olivier Mousson, Vice-président de la S.E.P. Président de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale depuis 4 ans (son père GMOR S.E.P. le fut pendant 17 ans) (crée en 1801 – fondateurs Bonaparte Cambac res, Lebrun, Chaptal (40 ans Président) ;

Jean Claude Ast, Président de la Commission S.E.P. "la France de demain". Président fondateur Editions Fabert ( dition pour les enfants :  ducation - orientation) ;

Daniel Leveillard, Délégué Régional S.E.P. Normandie. Président Fondateur depuis 22 ans de l'Académie Internationale de Recherche.

Nous n'oublions pas tous et toutes ceux de la guerre et de la Résistance à qui la France doit d'avoir fait partis des quatre vainqueurs, ente autre ; Ida Genty-Rossi, Pierre Clostermann, Jacques Courtaud, André Gibert (les héros), Michel Bale, Jean Belotti, Jean-Marie Bernage, Pierre Bernard, Etienne Bon, Georges Carmeille, Henri Castel, Fernand Charmasson, Sylvain Donadiou, Jean Dupont, André Gely, Jean-Pierre Grattau, Denis Guillotel, Georges Quern , Gaston Lafannech re, Claude Koenig, Georges Novion, Raoul Peri , Jean Tessi re, Marc Vanel, Raymond Nivet, Patrice Lajat, Pierre Debets, Arthur Lucch si, Guy Morin, Michel Suaud, André Vignon, Jean-Claude Martin, Jean Rabary, Pierre Sichez, tous des collègues et amis avec votre serviteur. Merci à tous ceux qui ont écrasé le nazisme ce 8 mai. De tous les précités, il ne reste que sept survivants.

Pierre Chanoine-Martiel

EVDG, 185 missions de guerre (39 - 45) : effectif pilotes de chasse de l'escadrille 25 : 38 camarades pilotes morts au champ d'Honneur (principalement « Flack », Bombardements en piqué et attaques au sol). (En souvenir du 70^{ème} anniversaire du 8 mai 1945). *Merci à tous.*



***Daniel Leveillard**, est chercheur en anthropologie culturelle, sociétaire des Hautes études en sciences religieuses, auteur d'une douzaine d'ouvrages (près de 6000 pages au total), président fondateur, voici 22 ans, de l'Académie internationale de recherche (Journal Officiel du 08 décembre 1993 – rubrique 1838) constituée d'un collège de soixante-dix académiciens, presque tous professeurs des universités, ou hauts dignitaires, et issus d'une trentaine de pays d'Europe Occidentale, la francophonie y étant obligatoire ! Conférencier international, il produit prochainement une conférence au Vatican (Académie pontificale des sciences), une à Vienne en Autriche où est fixé le siège international avec l'appui de Monsieur Laurent Fabius, Ministre des Affaires Etrangères, ainsi qu'au Luxembourg (Institut français), et une à Paris, en partenariat avec la Société d'Encouragement au Progrès dont il vient d'accepter d'être délégué Régional pour la Normandie. Conférencier International, sportif de bon niveau, titulaire d'un diplôme de l'Institut National des Sports (cyclisme) qu'il pratique toujours. Il est également titulaire de nombreuses hautes distinctions françaises et étrangères"*

PCM

CRISE ? VOUS AVEZ DIT CRISE ?

L'Histoire est souvent paradoxale. C'est ainsi qu'on nous fait réciter à longueur de temps que la Révolution Française a changé le cours de l'Histoire. Hélas, les pauvres n'eurent pas davantage de pain, et la Terreur s'installa qui donna naissance à une nouvelle dynastie. Un siècle après, les choses en étaient au même point. En revanche, cette mini-révolution de 1968 a bouleversé la face de notre pays, et par pandémie, la face du monde. Les choses ont bougé, mais la crise est toujours là. Il est vrai que voici un quart de siècle déjà qu'on nous dit « sortir du tunnel », en fait, ce dont il s'agit, c'est d'une mutation de la Société. Nos bons cordonniers changent régulièrement nos semelles, alors qu'il faut changer de chaussures ! Le monde a changé par la révolution industrielle. La fin du 18^e siècle a marqué le passage du Pouvoir aux mains des Industriels et des Banquiers doublé paradoxalement encore par l'émergence d'une société fondée sur la notion de travail induisant à une nécessité d'emploi pour les Travailleurs, à l'heure précisément où la technologie allait rendre le travail de moins en moins nécessaire. Créer des emplois ? Nos magiciens portent encore le chapeau, mais ils n'ont plus de lapins sauf à nous en poser !

Et puis, cette révolution culturelle, née pourtant dans l'inébranlable Bastille estudiantine de la Sorbonne, a bridé le moteur énergétique de la nation, qui reste le respect de la hiérarchie. Il n'est pas de bonne armée sans bons généraux qui se respectent ; il n'est pas de bonne entreprise qui fonctionne si l'on ne respecte pas les initiateurs de projets ; il n'est pas de bonne éducation si ce sont les professeurs qui s'alignent sur les désirs des élèves, lesquels au demeurant ne s'élèvent désormais pas plus haut que la cheville de leurs maîtres ! La jeunesse est la force vive de la nation. Où veut-on une nation forte et respectée quand la jeunesse ne respecte plus la mémoire des anciens dont ils héritent ? Mais, la grande difficulté de l'heure n'est-elle pas là justement ? Une nation n'existe que de par la cohésion de ses concitoyens. La mondialisation a détruit cette cohésion nationale où la production exotique écrase les prix plus sûrement que nos anciens mammouths, et où nos écoliers d'aujourd'hui n'ont que faire de François 1^{er}. Une nation n'existe pourtant que par la connaissance de son histoire.

Mais, faut-il revenir en arrière ? Et le peut-on déjà ! La chose est irréversible. C'est justement là qu'il faut parler, non pas de crise socio-économique, mais de mutation éthologique : il faut modifier notre comportement, revoir notre façon de penser et d'agir, à commencer par le respect de la règle élémentaire qu'est l'écosystème. Par vocation de recherche perpétuelle d'un mieux-être, nous avons scié la branche sur laquelle nous avons confortablement assis notre mode de vie. Mais « crise », le mot n'a pas pour rien la même étymologie que « croix ». Nous sommes à la croisée de chemins où le choix que nous allons prendre sera crucial. Ne croisons pas les bras ; relevons nos manches ! C'est là le sens même du mot « progrès ». Si l'homme, cet être si fragile à sa naissance, a progressé jusqu'à devenir le maître du monde, c'est parce qu'à certains moments de son évolution, il a su changer d'orientation.

Sachons maîtriser notre temps à la hauteur de la situation. Pour commencer, ôtons de nos oreilles et de nos yeux ces instruments qui nous privent d'entendre et de voir le monde ambiant, celui-là même, bien réel, dans lequel nous vivons. Mais c'est sans doute là le drame fondamental de notre civilisation : La télécommunication nous a coupés de la communication proche, à commencer par la communication intergénérationnelle.

Daniel Leveillard
Président de l'Académie de Recherche
Délégué général S.E.P. Normandie



Olivier MOUSSON, HEC, docteur d'Etat en sciences économiques, membre de plusieurs cabinets ministériels, de Gérard Longuet au Ministère de l'Industrie à Gilles de Robien au Ministère de l'Équipement, Oliver Mousson poursuit son engagement envers l'industrie française, en tant que conseiller maître à la Cour des comptes et à travers la présidence de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale. Il est également vice-président de la Société d'Encouragement au Progrès.

LES EXPOSITIONS UNIVERSELLES OU COMMENT TRANSMETTRE LE PROGRÈS

Les expositions universelles, nées au début du dix-neuvième siècle, sont l'héritage du siècle des Lumières. La première exposition, organisée en 1796 par le député des Vosges François de Neufchâteau au château de Saint-Cloud, avait pour objectif de mettre en contact fabricants et marchands. Son succès a entraîné sa reconduction les années suivantes à Paris.

La rencontre de François de Neufchâteau, devenu sénateur sous le Consulat et l'Empire, et de Jean-Antoine Chaptal, chimiste et industriel et fondateur de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale en 1801 a été décisive. La mission de la Société était d'encourager une France, essentiellement agricole, à s'industrialiser dans tous les domaines, comme y était parvenue à le faire l'Angleterre.

La Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale s'impliqua, durant tout le XIX^{ème} siècle, dans toutes les expositions nationales et universelles, y compris celles de 1889 et 1900, initiant et organisant les premières, puis participant activement dans les autres expositions pour transmettre le progrès. Les expositions universelles du XIX^{ème} siècle avaient pour objectif de montrer le progrès technique que les pays européens apportaient au reste du monde.

Par la suite, le Centre Français des Expositions, créé en 1885, reconnu d'utilité publique en juin 1901, assura seul le relais, libérant la Société d'encouragement pour l'industrie nationale engagée sur d'autres fronts, en particulier pour stimuler, avec Henry Le Chatelier la recherche industrielle française en retard face à celle d'Outre Rhin, pour développer la normalisation industrielle et faire connaître le taylorisme débutant.

Les expositions universelles au XX^{ème} et au XXI^{ème} siècle se sont ensuite décentrées en Amérique, puis en Asie. La dernière Exposition universelle organisée à Shanghai en 2010 a été le symbole de l'ouverture de ce grand pays sur le monde. L'évènement a accueilli 192 nations et reçu 73 millions de visiteurs.

Tous les regards se portent aujourd'hui sur l'exposition universelle de Milan du 1^{er} mai au 31 octobre 2015. Sur le thème « Nourrir la planète, énergie pour la vie », cette exposition jette une voie tracée entre culture et nouvelles technologies, où l'Europe doit pouvoir prendre sa place dans un contexte de mondialisation. Nous espérons qu'en 2025 la France reprendra le flambeau du progrès.

Pour Jean-Christophe **Fromantin**, député-maire UDI de Neuilly-sur-Seine et initiateur de la candidature de la France à l'exposition universelle de 2025, « *le meilleur moyen pour la France de développer des filières d'avenir et de trouver sa place dans la mondialisation ... Il ne faut plus concevoir une exposition comme le rassemblement en un lieu unique de bâtiments où chaque pays expose son savoir-faire. L'avenir est aux réseaux, au polycentrisme, aux systèmes collaboratifs* ». Il faut revenir à la philosophie initiale des Expositions universelles. En 1855, il n'y avait pas de pavillon par pays, mais une volonté de présenter les plus incroyables innovations. Cet évènement devra installer son cœur dans le Grand Paris pour irriguer les réseaux et les systèmes collaboratifs dans l'ensemble des sociétés de ce monde.

Nous qui sommes les héritiers de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale et de la Société d'encouragement pour le progrès, nous devons ensemble soutenir cette candidature de la France en 2025.

Olivier Mousson

Président de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale
Vice-président de la Société d'Encouragement au Progrès



« **Jean-Claude Ast** est membre actif de la Société d'Encouragement au Progrès depuis de nombreuses années.

Membre du Conseil d'Administration, il en a présidé la commission des relations extérieures, puis la commission des distinctions. Ses activités professionnelles l'ont un temps éloigné de nous. C'est avec plaisir que nous l'accueillons à nouveau au poste de Président de la nouvelle commission "La France de demain", créée pour lui.

Pierre Chanoine-Martiel

Lors de la création du Salon International des Professions du Transport Aérien, le S.I.P.T.A. au Palais des Congrès de Paris, j'ai eu l'honneur de rencontrer le Président de l'Aéro-Club de France, Pierre Chanoine-Martiel. 185 missions de guerre (sur 25 pilotes dans l'escadrille, 38 sont morts au champ d'honneur), son expérience au sein de la Compagnie Air France (26.000 h de vol), responsable de la sécurité des vols et des couts d'exploitation avec des résultats exceptionnels.

A la demande d'André Turcat, pilote polytechnicien responsable des essais Concorde, Pierre a effectué avec lui, les essais opérationnels.

Pierre est titulaire avec Air France de 5 records du monde de vitesse ou de distances homologuées par la FAI sur parcours commerciaux Concorde. D'où ma totale admiration !

Il a accepté, avec sa gentillesse et sa compétence reconnue par tous, de m'aider à concrétiser et réussir ce Salon.

Ce fut le début d'une inaltérable et fidèle amitié.

Nous avons d'ailleurs fondé ensuite l'A.S.E.T.A. (Association pour la Sécurité dans le Transport Aérien) avec Pierre Chanoine-Martiel, Président, Bernard Boussageon, avocat, Vice président, 2000 h de vol comme pilote de chasse, Lt-Colonel de réserve, Président de l'aéroclub Allintair, : 14 avions, 150 pilotes .

La revendication principale de l'A.S.E.T.A. était la présence obligatoire d'un médecin à bord à partir d'un nombre de passagers à définir pour les avions ayant 20 heures de vol d'autonomie .

De même que pour 19 passagers la présence d'un PNC est obligatoire.

La commission "La France de demain" correspond parfaitement à ma nouvelle orientation professionnelle : l'éducation de la jeunesse, notre France de demain ; en effet, depuis octobre 2012, j'assume la Présidence de la société Fabert.

Créée en 1953, Fabert est spécialisée dans l'orientation scolaire, les bilans psychopédagogiques, le coaching, la recherche d'écoles ou d'universités en France comme à l'étranger. Nos huit psychologues sont extrêmement compétents et dévoués.

En juin 2015, nous ouvrons un bureau à Dakar et à Pékin.

Fabert est aussi éditeur d'ouvrages spécialisés (15000 points de diffusion).

Notre catalogue, distribué par Volumen-Le Seuil, est vaste : plusieurs centaines de titres dédiés en priorité à l'éducation, le respect aux enfants, la maltraitance, l'harcèlement, avec plus de 160 auteurs spécialisés comme Janusz Korcak, Roger Cousinet, Jean Paul Mugnier ou encore Boris Cyrulnik.

Les titres des collections parlent d'eux-mêmes :

"Penser le monde de l'enfant", "Psychothérapies créatives", "Pédagogues du monde entier", "Profs en libertés", "Educations et sciences", etc.

La collaboration S.E.P./Fabert pourra avoir plusieurs orientations :

- Conférences sur des thèmes liés à l'éducation, à l'évolution de la société française, aux sciences humaines, à "La France de Demain"
- Éditions d'ouvrages dans la collection "Société d'Encouragement au Progrès".
- Voyages culturels à thèmes.

Nous pourrons ainsi envisager le futur avec optimisme et apporter nos compétences mutuelles à *La France de Demain* comme le souhaite Pierre Chanoine -Martiel depuis qu'il est libéré du devoir de réserve.

Jean-Claude AST

Président de la Société FABERT

« L'enfant: son éducation, son orientation »

Président de la Commission S.E.P. « La France de demain »

Syndrome d'un cancer bureaupathologique

Réflexions suscitées par la lecture du dernier livre d'Agnès Verdier-Molinié, *On va dans le mur* (Albin Michel, février 2015).

par François Tard, Membre de notre Conseil d'Administration.



Le terme *bureaucratie* désigne aussi une dérive de cette forme d'organisation mise en évidence par les sociologues des organisations. Ces derniers montrent en effet que le formalisme de la bureaucratie peut entraîner une lourdeur et une rigidité de l'action administrative, voire une monopolisation du pouvoir au profit des seuls intérêts des bureaucrates. On parle alors de *bureaupathologie*.

Le Secrétariat d'État chargé de la Réforme de l'État et de la Simplification a du pain sur la planche...

Le dernier ouvrage d'Agnès Verdier-Molinier en donne un vertigineux aperçu. Il décrit un mal spécifique dont souffre la France, et qui commence enfin à faire l'objet d'une campagne médiatique.

Depuis trop longtemps déjà, les entrepreneurs et les citoyens gémissent, à juste titre, devant une complexité juridique, réglementaire et normative qui entrave leur action et leur complique la vie. Et cette complexité coûte cher, à tous les niveaux de la Société.

En bref, la bureaupathologie génère l'inflation des dépenses publiques, l'inflation des impôts qui pèsent sur les entreprises et sur les citoyens, le gaspillage généralisé d'un temps et d'un argent qui pourrait être employés de façon plus créative et plus productive.

L'inflation bureaucratique, ce redoutable danger qui menace notre démocratie, dépasse les clivages politiques. Au cours des dernières décennies, les gouvernements de droite comme de gauche n'ont pu maîtriser une dérégulation bureaucratique de type cancéreux.

La jaquette de *On va dans le mur...* résume la monstruosité du cancer qui ronge la France : 360 impôts et

taxes, 400 000 normes, 10 500 lois, 103 aides sociales différentes, 3 500 pages de code du travail, 618 384 élus, 1 851 primes, 36 769 communes, 37 régimes de retraite. Complexifié et dévoyé, notre fameux dialogue social n'empêche pas une saignée économique annuelle de 2 millions de jours de grève...

L'intégralité de l'ouvrage d'Agnès Verdier-Molinier mériterait d'être cité, tant il est dense et documenté. Voici au moins un extrait de l'avant-propos : « Le refus d'obstacle est une maladie qui se cultive aussi bien à droite qu'à gauche. Nos maîtres ès langue de bois arrivent bon gré mal gré à tromper la vigilance de la Commission européenne. "Sur le papier, avec les Français, c'est toujours parfait, au cordeau. Rien à redire. Mais, passé le discours, c'est dans l'action que cela pêche, les réformes sont victimes de l'effet peau de chagrin et les beaux chiffres ne sont jamais respectés », souffle un agent de la Commission. Réformer suppose avant tout de connaître vraiment les maux de notre système et non plus de faire semblant. Quel gâchis, alors que tout peut encore être fait pour éviter ce mur. Mais pas avec l'impréparation qui domine encore. Pas avec la peur de la réforme de fond qui anime la plupart de nos gouvernants. Combien

de fois faudra-t-il encore entendre : "Cette réforme serait indispensable mais c'est impossible." Alors puisqu'il faut bien faire croire qu'on agit, au sommet de l'État, on empile – les taxes, les lois, les décrets, les circulaires, les communes, les métropoles, les communautés de communes, les agents, les régimes de retraite, etc. Une sorte de trouble obsessionnel compulsif généralisé. Empiler pour donner le change, pour faire oublier la montée du chômage, pour donner une illusion de réforme [...] Et on vote à tour de bras, de l'ordre de 100 lois par an, des lois dont les effets ne sont évalués ni à l'entrée ni à la sortie. »

De mon expérience de conseil en organisation (aujourd'hui, on dit management, cela fait mieux), j'ai retenu entre autres enseignements la trilogie « Politique, fonctions, moyens » que je transpose en l'occurrence en « Volonté et courage politique, fonctions propres à un nettoyage efficace, moyens nécessaires à la maîtrise des *big data*, ou mégadonnées, permettant l'efficacité des diagnostics. »

Le graphique joint, dont la méthode peut être appliquée aux budgets, aux aides de l'État, etc., donne un exemple de moyen d'analyse et de synthèse des *big data*. Pas de diagnostic sans données exploitables.

François Tard

5 500 000 AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE FIN 2011

+ 1 100 000 agents de 1998 à 2011 : + 25%

Les chiffres ci-dessous sont relatifs à la fin de l'année 2011

Les variations entre fin 1998 et fin 2011 (13 ans) sont notées en pourcentages

Fonction Publique de l'État		Fonction Publ. territoriale	F. P. hospitalière		
2 466 200		1 881 800	1 145 200		
+ 9%		+ 87%	+ 31%		
Éducation, enseignement supérieur et recherche Économie, finances et industrie Intérieur Logement, transp, développement durable Justice Aff. soc. santé travail Défense Civiles Défense Militaires Autres		Régions 80 500 Départements 363 200 Régions + départements 443 300 + 150% Secteur communal 1 438 100 + 64%	Hôpitaux 1 031 400 + 24% Établissements médico-sociaux 113 800 (+ 153%)		
Ministères	Établissements publics à caractère administratif	Titulaires	Autres	Titulaires	Autres
1 969 000	497 200	1 409 800	472 000	824 800	320 400
- 2%	+ 97%				

1%
55 000

QUELQUES CHIFFRES EN 2011

Charge salariale annuelle moyenne d'un fonctionnaire : 61 000 €

Masse salariale annuelle de 1% des fonctionnaires :

$$61\,000\text{ €} \times 55\,000 = 3,4\text{ milliards €}$$

Effectifs du secteur privé fin 2011 : 17 200 000 salariés

Effectifs salariés du privé / effectifs fonctionnaires = 3,1

Il y a un an ...

le 23 avril 2014

Notre administrateur **Louis SCHWEITZER**, a été nommé, en Conseil des Ministres :
Commissaire Général à l'Investissement, succédant ainsi à Louis Gallois.

Nous lui renouvelons nos très sincères et très vives félicitations.

Rappelons que son père, héros de guerre, Inspecteur Général des Finances, était Président du F.M.I. de 1963 à 1973.

Diplômé de l'Ecole d'Administration en 1970 (promotion "Robespierre"), Louis Schweitzer devient Inspecteur des Finances et entre à la direction du Budget.

En 1981, il devient Directeur de Cabinet de Laurent Fabius alors Ministre Délégué chargé du Budget au sein du Gouvernement de Pierre Mauroy. Il suivra Laurent Fabius au Ministère de l'Industrie en 1983, puis à Matignon de 1984 à 1986.

En 1986, Louis SCHWEITZER entre chez Renault Georges BESSE étant Président Directeur Général (assassiné par « Action Directe »), comme Directeur de Contrôle de Gestion, puis Directeur financier et Directeur Général avant de devenir en 1992 Président-directeur Général du groupe automobile.

Durant cette période, il privatise Renault et noue l'alliance avec Nissan, acquiert Dacia et Samsung Motors et établit un accord avec Volvo sur le camion.

Après avoir quitté ses fonctions de P.D.G. du groupe, il préside la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité (H.A.L.D.E.).

Président d'Honneur de Renault, il devient Président d'Honneur du M.E.D.E.F. international. Il est également Président d'Initiative France depuis 2011.

Il est **Grand Officier de la Légion d'Honneur**, titulaire de nombreuses décorations françaises et étrangères, Grande Médaille d'Or de la Société d'Encouragement au Progrès.

L'assemblée générale de Société d'Encouragement au Progrès réunie le 10 février 2015, à l'unanimité des présents et représentés a élu:

Louis SCHWEITZER, Président d'Honneur de la Société d'Encouragement au Progrès.

Ainsi il devient Président d'Honneur-Administrateur de la S.E.P. Nous en sommes très honorés et nous l'en félicitons très chaleureusement.

Pierre Chanoine-Martiel

COMMUNIQUÉ

Notre cérémonie annuelle se tiendra à l' Ecole Militaire, le 15 octobre 2015.

Plan Vigipirate: Attention, pour entrer en voiture, vous devrez communiquer à la S.E.P., au plus tard le 5 octobre, le numéro de votre carte d'identité ainsi que pour vos invités et, aussi, le numéro d'immatriculation de votre véhicule (marque et modèle). Prévoir une marge de temps car les formalités pour entrer peuvent être longues. La cérémonie aura lieu dans la grande salle de la Rotonde.

Cotisations et achat de décorations: Chèques à l'ordre de la S.E.P., à envoyer à l'adresse suivante:

*Monsieur René CHAPEAU
Vice-président de la S.E.P.
57, boulevard Charcot
92100 NEUILLY-sur-SEINE*

Rappel : Nous recherchons, parmi nos membres, un Secrétaire Général, un Trésorier Général et des administrateurs et administratrices.

CONCOURS À L'INNOVATION EN ÉQUIPEMENTS DIDACTIQUES

Par Pierre Robert CLAVÉ, Président de la Commission Communication de la S.E.P.

HISTORIQUE

Motivations du lancement de concours à l'innovation didactique

Au Ministère de l'Education Nationale une division, le CEMS (Centre d'Equipelement en Matériels Scientifiques) fournissait tous les équipements scientifiques aux Collèges et Lycées.

Je suis devenu responsable de cette division à la demande du Directeur Général de l'OFRATEME (Office Français des Technologies Modernes d'Education) suite à un souhait "nettement prononcé" par Cours des Comptes, dans son rapport qu'il venait de communiquer.

Des fonctions de ce centre devaient être modifiées dans leur fonctionnement et complétées, par d'autres.

Cette modernisation de la division entraînait la coopération implicite ou très active d'autres Ministères et Organismes : Industrie CIAME (Commission Industrie Administration pour la Mesure) Affaires Etrangères, Coopération, Culture, Finances, Délégation au Commerce Extérieur, association Francendidac ...)

Les activités du CEMS nécessiteront alors les services suivants: Bureau d'études techniques, atelier de prototypages ; Services achats (Appels d'Offres Européens) contrôles qualité, stockage, emballage, expédition, livraison et Service après vente.

Nous répondrons à des Appels d'Offres Internationaux (En accord avec les fournisseurs) et participerons à des expositions internationales en Europe, Afrique, Asie, Moyen Orient, en y invitant les commerciaux des fournisseurs.

Notre salle, d'exposition / formation des enseignants était en service toute l'année. (Rue des Irlandais à Paris).

Il s'agissait, en fait, de «*Mettre en place, une organisation et une gestion d'une entreprise privée, dans un organisme public*» ... malheureusement au grand "scandale" des syndicats.

L'acquisition d'appareils de bureautique, de gestion et de contrôles électriques, ainsi que des machines et outillages d'emballage modernes était vital; d'ailleurs à la grande satisfaction du personnel.

A cette époque les achats groupés dédiés aux sciences, du Ministère de l'Education, permettaient aux entreprises (Grandes et petites) de se financer les outillages nécessaires pour une fabrication en grandes série et ainsi devenir compétitifs vis-à-vis des concurrences étrangères.

Mise en place de concours à l'innovation didactique et/ou pédagogique

L'idée d'un Inspecteur Général, préconisant de recourir si possible, mais le plus souvent possible, à des systèmes et appareils professionnels, simplifiés, a été reprise.

Devant la nécessité de créer des produits nouveaux, innovants et performants, mais à un coût réduit, en utilisant des technologies modernes, le concept incitatif d'un concours a été organisé.

Par ailleurs le secteur "numérique" a été très créatif en produits de qualité.

Les entreprises pouvaient intervenir en partenariat avec les chercheurs enseignants, ou présenter leurs propres produits récemment catalogués.

En 1988, étant proche de la retraite, prise en 1990 - 65 ans, 43 années d'activités Privées (27) et Publiques (16) - j'ai mis en place un premier concours à l'innovation, le CERVOD (*Concours d'Etudes et de Réalisations pour la Valorisation des Outils Didactiques*), puis au cours des années, le CIREC (*Concours International de Recherches Educatives et de Créations*) HQN (*Haute Qualité Numérique*), Handucatec (*Pour enseignants et élèves handicapés*) et bien sûr l'association *Croiser les Savoirs pour Faire Savoir*).

Le Ministre Jack Lang avait demandé à ce que les membres des Jurys soient en totalité nommés par le Ministère de l'Education Nationale (Excepté, par la suite, le Handicap, traité par la Cité des Sciences et de l'Industrie et, pour quelques spécialités, par le CNRS et le Palais de la Découverte).

Presque tous les Ministres, des Ministères cités, patronnaient l'association.

En dehors des établissements scolaires, des écoles, et organismes d'Etat et privés présentaient aux concours des produits spécifiques à leur programme, dans divers domaines techniques : Agriculture, Ecologie, Energie, Presse ... (ARMÉE, CEA, DASSAULT, EDF, THALÈS ...)

L'arrêt des concours et de l'association

En 2012, un Inspecteur Général de l'Education Nationale, dernier successeur de tous ceux qui ont œuvré avec toutes leurs compétences et dévouements, ayant pris leur retraite, m'a fait savoir, par un simple message, à mon adresse courriel personnelle : « *Monsieur Clavé, l'Inspection Générale et le Ministère de l'Education Nationale ne peuvent participer aux activités d'une association privée* » (Sic)

Réflexion personnelle: "Il" devait rêver d'être un jour, Doyen des Inspecteurs Généraux et Ministre ...

Etant responsable de la mise en place des Jurys et responsable des locaux équipés, dans lesquels se déroulaient la majorité des examens des maquettes, prototypes ou premiers de série, je ne pouvais plus continuer les concours ...

Le Doyen, que je connaissais très bien, n'a pu intervenir efficacement.

En effet, les examens devaient débiter 15 ou 20 jours après !

Les espoirs des candidats se sont perdus !

Plus grave, à mon sens, pour notre "réputation", dans ce contexte, j'ai du stopper les activités de coopération FRANÇAISE, avec le Maroc et Madagascar, ...

Les démarches auprès des pays Francophones ont été stoppées ; Ils étaient en attente de signer les statuts de l'association, pour organiser leurs concours locaux... (Belgique, Burkina, Canada, Côte d'Ivoire, Rwanda, Sénégal, Tunisie, Vietnam).

La confiance, déjà bien établie, à mon grand désespoir, a été trompée ...

Remarque : je dois vérifier ce qui m'a été annoncé, au mois de novembre dernier, pendant ma visite au salon international du didactique : "EDUCATEC" :

"Le service de cette personne n'existe plus"...

Il n'était d'ailleurs plus représenté sur le stand du Ministère de l'Education.

Motivations pour relancer un concours à l'innovation didactique/pédagogique.

Pour un nouveau concours la disparition de ce service n'aurait pas d'importance.

A l'origine, les examens se déroulaient dans des Lycées et I.U.T.

Dans l'intérêt général, ce service est cependant extrêmement utile, pour le monde de l'enseignement scientifique, technique et industriel.

Mes motivations ne changent pas et vont dans le sens d'une plus grande production, en France, des équipements dédiés aux écoles de notre Métropole, des Territoires d'Outre-Mer et des Ecoles Françaises à l'Etranger. (vitrines vivantes de nos productions).

D'autre part, l'intérêt est de faire connaître, le plus tôt possible, aux élèves et étudiants, le nom des marques Françaises, avant qu'ils soient, pour certains, entrés dans leur vie professionnelle, ...

Ces équipements didactiques seront dédiés aux enseignements du Primaire, Secondaire, Supérieur, en y ajoutant – pourquoi pas ! - la Formation Professionnelle continue.

Un recensement des concours qui pourraient fonctionner actuellement, avec des motivations proches ou identiques, est cependant utile.

Pierre Robert Clavé

CONCOURS A L'INNOVATION DIDACTIQUE FICHE TECHNIQUE

Objet :

- Motiver les enseignants, les formateurs et les entreprises à innover dans l'étude, la conception et la fabrication (Appareils, logiciels ...) des équipements didactiques, dédiés aux programmes du Primaire, Secondaire (Collèges et Lycées) Supérieur (Grandes Ecoles et Universités) et Centre de Formation Continue.
- Un secteur dédié aux élèves et enseignants handicapés serait à envisager.
- A titre général les produits doivent permettre à l'élève ou l'étudiant d'acquérir rapidement et durablement, des connaissances nouvelles, tout en simplifiant la tâche des enseignants

Cibles des produits :

- Programmes français (Sciences : physiques et chimie, Technologie, Français et langues, Histoire-Géographie, ...)
- Spécialités propres à des activités particulières (aviation, marine, police, ...)

Candidats :

- Enseignants, Formateurs ;
- Entreprises Françaises de fabrication ou de revente de produits didactiques ;
- Etablissement d'enseignement, (Public et Privé, sous contrat ou autre) ; cas d'une étude collective (entre plusieurs enseignants et classes d'élèves ou étudiants)

Création :

- Nom du concours (A déposer la marque à l'I.N.P.I.) ;
- Logo (déposer à l'I.N.P.I.) ;
- Site ;
- Statuts du concours, à déposer en préfecture.

Organisation :

- Rechercher des subventions ...
- "Faire vivre" le site (Articles techniques, pédagogiques, entretiens ...)
- S'entourer d'un (Plusieurs) parrainage et de partenariats de renom, pour chacun des grands secteurs didactiques ;
- Coopérer avec un (des) média spécialisé, la presse d'information quotidienne et une émission radio et/ou télévision ;
- Moyens de décerner des prix annuels, par exemple lors des salons du didactique ;
- Définir un tarif d'inscription, (Présentation personnelle ou entreprise) ;
- Trouver une ou plusieurs salles pour effectuer l'examen des produits didactiques présentés ;
- Définir le graphisme d'un diplôme, en fonction du prix remis. (Exemple : Or, Argent, Bronze et Encouragement) ;
- Prévoir la remise d'un prix (Chèque, abonnement à une revue ou produit).

Fonctionnement :

- Etablir un barème type de notation, sur 20, et de coefficients, selon l'importance du sujet examiné. (Avantage didactique sur l'existant, conformité à des normes, facilité de mise en œuvre, usage, entretien, prix, coût ...)
- Inciter les inventeurs à se renseigner sur l'intérêt et l'utilité de protéger leurs travaux, par le dépôt d'un brevet, en complément de l'usage des lettres Solau ;
- Mettre en place des Jurys, en coopération avec les Ministères concernés et les programmes ; selon qu'il s'agit de l'enseignement général, technique, scientifique ou de la formation professionnelle continue ;
- Prévoir l'invitation de personnalités nationales élues (Ministre, ...) internationales dans le cas d'une extension aux pays Francophones (Ambassadeur).

Observation :

Volonté ou non de lancer le concours dans les pays Francophones. Dans le cas de cette "exportation", nécessité de s'allier une association (ou plusieurs) spécialisée dans ce cadre mondial.

Pierre Robert Clavé

Cotisations 2015 (En partie déductibles de vos impôts)

° Membre actif :	35 €	° Membre actif à vie :	350 €
° Membre donateur :	52 €	° Membre donateur à vie :	520 €
° Membre bienfaiteur :	70 €	° Membre bienfaiteur à vie :	700 €
° Personne morale :		100 €	

La cotisation ne comprend pas l'abonnement à la Tribune du PROGRES.
Abonnement ci-dessous à ajouter au montant de votre règlement

La Tribune du PROGRÈS

Toutes destinations françaises: Abonnement (4 numéros) 10 €, - Etranger: 15 €
(Vous pouvez également offrir un abonnement à vos amis)

Pour cotisation et/ou « La Tribune du Progrès »

Nom : Prénom :

Adresse :

Courriel :

Téléphone :

Uniquement par chèque à l'ordre de la S.E.P. (ni espèces, ni mandat, ni lettre recommandée)
De l'étranger uniquement par virement (éviter les commissions de banque)

Monsieur René CHAPEAU
Vice-président de la S. E. P.
57, boulevard du Commandant Charcot
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

If

Si...

Si tu peux voir détruit l'ouvrage de ta vie
Et sans dire un seul mot te mettre à reâtir
Ou perdre en un seul coup le gain de cent parties
Sans un geste et sans un soupir,
Si tu peux être amant sans être fou d'amour ;
Si tu peux être fort sans cesser d'être tendre
Et, te sentant haï, sans haïr à ton tour,
Pourtant lutter et te défendre ;

Si tu peux supporter d'entendre tes paroles
Travesties par des gueux pour exciter des sots,
Et d'entendre mentir sur toi leurs bouches folles,
Sans mentir toi-même d'un seul mot ;
Si tu peux rester digne en étant populaire,
Si tu peux rester peuple en conseillant les rois,
Et si tu peux aimer tout tes amis en frères,
Sans qu'aucun d'eux soit tout pour toi ;

Si tu sais méditer, observer et connaître,
Sans jamais devenir sceptique ou destructeur,
Rêver, mais sans laisser ton rêve être ton maître,
Penser, sans n'être qu'un penseur,
Si tu peux être dur sans être jamais en rage,
Si tu peux être brave et jamais imprudent,
Si tu peux être bon, si tu sais être sage,
Sans être moral ni pédant,

Si tu peux rencontrer triomphe après défaite
Et recevoir ces deux menteurs d'un même front,
Si tu peux conserver ton courage et ta tête
Quand tous les autres perdront ;
Alors, les rois, les Dieux, la Chance et la Victoire
Seront à jamais tes esclaves soumis
Et, ce qui vaudrait mieux que les Rois et la Gloire,
Tu seras un Homme, mon fils .

R. KIPLING
Traduction d'André Maurois.